

L'école à domicile : menace ou soupape pour l'instruction publique ?¹

Olivier Maulini
Université de Genève
Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation
Laboratoire Innovation Formation Education (LIFE)

2017

Comment comprendre le *boom* de l'école à la maison ? À quoi peut-on attribuer ce phénomène ?

Il est difficile de parler de boom. Certaines familles ont toujours choisi de scolariser leurs enfants à domicile. Et leur nombre se monte à moins d'un pourcent dans les cantons suisses. Si l'on observe une augmentation, elle reste très marginale, et s'explique par un phénomène général, qui peut se décliner en plusieurs variantes. Le phénomène global est sans doute une forme de défiance vis-à-vis de l'instruction publique. Et les variantes sont nombreuses, qui correspondent aux motifs exprimés par les parents : l'école commune peut en effet être jugée dangereuse (on y ferait de mauvaises fréquentations), et/ou trop sélective et ennuyeuse (elle étoufferait le désir d'apprendre), et/ou au contraire laxiste et pas assez sérieuse (elle préférerait le nivellement par le bas que la hiérarchisation des mérites). Bien sûr, ces exigences sont en partie contradictoires. Mais plus l'angoisse des parents grandit face à l'avenir, moins ils sont prêts à déléguer à d'autres qu'eux ce qu'ils considèrent personnellement (à tort ou à raison) comme l'intérêt premier de leurs enfants.

Y a-t-il des profils types de parents qui choisissent cette option ?

Scolariser ses enfants à domicile n'est bien sûr pas donné à tout le monde. D'un côté, certaines familles sont trop désargentées pour se permettre de troquer un salaire (même réduit) contre un travail non rémunéré à la maison. Elles se sentent en outre rarement compétentes pour se substituer à un enseignant qualifié. À l'autre extrémité de la pyramide des revenus, les parents fortunés choisissent plus volontiers une école privée, si possible prestigieuse et encadrant les enfants à la journée (voire en internat dans certains cas). Ces parents-là ne font pas de complexe d'infériorité, mais ils paient un service, à la manière d'une entreprise sous-traitant la formation de son personnel à un cabinet spécialisé. Ce sont les classes moyennes – ni dominées, ni dominantes – qui font d'abord le choix d'instruire elles-mêmes leurs enfants à domicile. Soit sur un modèle conservateur (la mère au foyer s'occupant par exemple de l'éducation, et la scolarisant en faisant appel à des livres et des cahiers encadrant de près les apprentissages), soit sur un modèle alternatif (l'homme et/ou la femme accompagnant les enfants dans des jeux, des conversations, des sorties, des activités culturelles, artistiques et corporelles dont des apprentissages formels doivent découler). En anglais, la première approche est appelée *homeschooling* (« école à la maison »). La seconde, *unschooling* (« déscolarisation »). On voit bien en quoi les deux tendances peuvent s'ancrer dans des idéaux philosophiques et politiques différents. Le fondamentalisme religieux débouchera plus facilement sur du *homeschooling*, l'anarchisme libertaire sur du *unschooling*.

¹ Propos recueillis par Anne-Sylvie Sprenger pour le magazine *Femina*.

Au cinéma, les films *Witness* (de Peter Weir) ou *Captain Fantastic* (de Matt Ross) illustrent cette opposition entre clôture et ouverture éducative. En somme, tout dépend de la manière dont vous jugez l'école publique : trop ouverte aux quatre vents, ou au contraire repliée entre ses murs. Là encore, l'institution peut se trouver tiraillée entre des attentes sociales incompatibles entre elles, surtout si chaque communauté préfère camper sur ses valeurs que faire des compromis dans un espace public par définition hybride et imparfait.

Quels sont les avantages pour l'enfant ?

Il est bien difficile de dire si l'école à domicile est un avantage ou un inconvénient pour l'enfant. Tout dépend d'abord – nous venons de le voir – de nos valeurs, et donc de nos critères d'évaluation. Mais aussi de la qualité de ce qui se fera à la maison. Mieux vaut – c'est un truisme de le dire – un instituteur ordinaire qu'un parent tyrannique ou irresponsable (ou les deux à la fois). À quoi il serait facile de répondre que les instituteurs eux-mêmes ne sont pas tous sans défaut. Mais justement : enseigner est une profession, avec ses règles, sa formation, ses procédures de contrôle et d'inspection, ses débats entre collègues et avec les parents, toutes choses qui assurent au métier d'instruire une forme de visibilité, de publicité et de neutralité caractérisant le service public. Rien de cela à domicile. Autrement dit : si vous êtes scolarisé par vos parents, mieux vaut bien choisir vos parents ! À l'école, vous ne choisissez pas votre maître ou votre maîtresse : mieux vaut donc recourir à des professionnels, certes en partie interchangeable, mais offrant dès lors une formation comparable (et rassembleuse) à tous les élèves. Si c'est la « culture générale » ou la « culture commune » que les enfants viennent chercher à l'école, alors leur avantage collectif dépasse et transcende la somme de leurs avantages individuels. Là encore, tout dépend du modèle de société que vous valorisez : celui de l'égalité des droits (organique) ou celui de l'autorégulation des libertés (atomiste).

L'école à la maison convient-elle à tous les enfants ?

Je ferais la même réponse qu'auparavant : cela dépend de vos valeurs et de vos intentions. Pour former un enfant Amish, comme dans le cas du film *Witness*, rien de tel qu'une famille Amish. Sauf pour ceux qui désapprouvent les Amish et leur conception autarcique de l'existence... Un anarchiste libertaire se formera de son côté dans une famille anarchiste et libertaire, sauf si les parents veulent tellement imposer cette idéologie à leur enfant qu'ils finissent par provoquer sa révolte, comme on le voit dans *Captain Fantastic*. C'est bien pour cela que les démocraties contrôlent les sectes, mais aussi tout ce qui pourrait déboucher sur du confinement, aussi pures soient les intentions des guides de conscience ou des gourous. L'enseignement à la maison et les écoles privées sont ainsi et également supervisés, en tout cas dans nos pays. Et ils le sont par l'instruction publique, qui conserve un droit de regard sur ce que font les adultes de toutes obédiences au nom du « bien de l'enfant ». C'est qu'en démocratie, ce bien ne tombe plus du ciel : ni d'un texte sacré, ni d'un Grand Timonier. Il n'est pas transcendant. Il se discute en permanence. À tel point que, pour certaines philosophies modernes, le bien ne soit plus une valeur substantielle, mais le produit même d'une discussion non faussée à son propos. Pour un démocrate convaincu, nous pourrions dire qu'une éducation conviendra ainsi et d'autant mieux à l'enfant qu'il y apprendra peu à peu à discuter intelligemment et honnêtement de ce qui est bien ou non. C'est tout l'idéal de l'Education Nouvelle, celle qui a voulu (au moins depuis Rousseau) concilier le guidage de l'élève et son affranchissement, la contrainte éducative et la formation d'une autonomie de jugement.

Que penser du manque de socialisation des enfants ? N'est-ce pas primordial dans leur développement ?

« Mieux vaut être seul que mal accompagné » dit le proverbe. C'est ce que peuvent penser certains parents qui scolarisent leur enfant à la maison. Il est vrai qu'il faut beaucoup croire aux vertus du « vivre ensemble » pour laisser « la chair de sa chair » s'ébrouer dans un préau dont on ne connaît pas les autres occupants, et où toutes sortes d'expériences incontrôlées peuvent se vivre... Il est bien clair qu'enfermer son enfant chez soi est interdit par la loi. Mais les familles peuvent très bien – et au contraire – insister sur le fait que scolariser des enfants hors de l'école peut s'opérer en réseau, en collaboration avec d'autres familles partageant les mêmes intentions, les mêmes références et les mêmes pratiques. À la limite, on croise plus de monde (et un monde jugé plus stimulant) en restant entre soi, mais à beaucoup. D'une certaine manière, on se socialise tout autant. Internet facilite d'ailleurs les interactions, les échanges, les rendez-vous. Une fois de plus, la recherche ne peut pas dire ce qui est bon ou ce qui est mauvais moralement. Elle peut seulement constater que toutes les socialisations ne se valent pas, qu'elles ne visent pas toutes les mêmes affiliations, qu'elles n'obtiennent pas les mêmes résultats, et que les pays dans lesquels des communautés se séparent sur le plan de l'éducation sont aussi ceux dans lesquels ces communautés ont le plus de peine à cohabiter. Pour le dire trop vite mais sans ambiguïté, les enfants blancs et les enfants noirs d'Afrique du Sud se socialisaient pendant l'Apartheid, et ils le font aussi désormais ; ils ont toujours vécu des rentrées scolaires, des règlements intérieurs, des amitiés et des amours enfantines, des goûters d'anniversaire, des bagarres dans le préau, des leçons de morale de leurs professeurs, etc., mais le faire tous ensemble, en devant tenir compte de toutes les contraintes et en pouvant tirer parti de toutes les ressources change radicalement la situation. Les chiffres montrent que des enfants scolarisés par leurs parents, à l'écart du *melting pot* de l'instruction publique, ont plutôt tendance à mieux réussir leurs études (voire leur intégration dans le monde du travail) que les autres. Mais attention : une corrélation n'est pas une cause. Est-ce le *homeschooling* qui fait la bonne formation (des enfants), ou la bonne formation (des parents) qui fait le *homeschooling* ? Là, c'est clairement la seconde option que la recherche oblige à privilégier. Confier son enfant au *melting pot* ou l'en protéger, lui demander de contribuer au bien commun ou de maximiser ses gains : ces alternatives ne peuvent pas se trancher d'un point de vue purement comptable, puisque compter consisterait justement à opter pour le profit maximisé... C'est plutôt une question de préférence, voire de parti pris : pour la discussion ou pour ses convictions.

Quels dangers ou risques voyez-vous au *homeschooling* ?

Je pense les avoir exposés jusqu'ici. Mais il faut compliquer ce tableau. Si toutes les familles se désolidarisaient de l'école publique pour chercher à faire mieux qu'elle en vase clos, alors nos sociétés pourraient se fragmenter en une myriade de communautés culturellement homogènes, mais bien en peine de produire, entre elles, de la solidarité. Il est frappant de voir comment certaines familles (dont la générosité n'est par ailleurs pas en cause) demandent par exemple d'être soutenues par l'Etat pour scolariser leurs enfants à la maison, au motif qu'elles paient l'impôt comme les autres et qu'elles ne voient pas pourquoi on les priverait d'un soutien qu'elles pensent largement mériter. Ces familles-là raisonnent un peu comme les automobilistes qui ne veulent pas subventionner le réseau ferroviaire, les croyants qui ne veulent pas financer l'avortement, ou les internautes qui ne veulent pas payer la redevance de la télévision. Dès qu'une prestation de l'Etat leur déplaît, ils revendiquent un bon de valeur équivalente (par exemple un « chèque éducation ») pour aller acheter le produit concurrent sur l'étal d'à côté. Cette logique marchande est individuellement cohérente, mais elle fragilise ce qui ne s'érige que collectivement. La puissance publique ne dure et ne prospère qu'aussi

longtemps que les membres de la communauté ont le souci de l'intérêt commun avant celui d'optimiser leurs gains. Bien sûr, quelques pour mille de familles déscolarisant leurs enfants ne menacent pas l'école publique. Les pratiques alternatives pourraient même stimuler l'institution axiale, tant il est vrai que la pédagogie a toujours innové et progressé à partir de ses marges, plus libres de tâtonner et de créer que l'école ordinaire et son *modus vivendi* forcément moins profilé. Mais attention : le *homeschooling* pourrait n'être, cette fois, que l'arbre qui cache la forêt. En vérité, la scolarisation à la maison a depuis longtemps et bien plus largement commencé. Et elle aurait discrètement tendance à enfler. Cours privés, soutien scolaire, e-learning, cahiers vacances, stages de rattrapage, etc. Plus la réussite scolaire détermine la réussite sociale (donc plus les inégalités menacent dans une société), plus les parents sont tentés de redoubler la journée d'école de leurs enfants par une journée *bis*, à la limite sur le modèle marchand et hypercompétitif des *juku* japonais ou des *hagwons* coréens, ces « boîtes à bachotage » où la loi du plus studieux règne en maître. Dans ce cas, c'est la société tout entière qui se trouve et se met en quelque sorte sous pression. Au risque de la fragmentation se substitue, du coup, celui de l'implosion. Les « maillons faibles » de la jeunesse tombent malades ou se suicident pour ne pas déchoir socialement. Le risque n'est-il pas plus grand encore que celui d'une régulation de l'exigence scolaire par des alternatives marginales mais par là-même pluralistes, jouant moins le rôle de menace que de soupape dans la course aux meilleures notes ? Ce paradoxe conclusif prouve que le danger majeur n'est peut-être pas où nous le pensons : la question serait en fait moins « est-ce bien ou mal que la famille X fasse l'école à la maison ? » que « que faisons-nous collectivement pour que toutes les familles puissent vivre l'école sereinement ? »

En savoir plus :

Basham, P., Merrifield, J., & Hepburn, C. R. (2001). *Home schooling: From the extreme to the mainstream*.

Vancouver : Fraser Institute. URL : www.fraserinstitute.org/sites/default/files/Homeschooling2007.pdf

Holt, J. (2003). *Instead of education: Ways to help people do things better*. Boulder, Co : Sentient Publications.

Maulini, O. (2016). *Que penser... du Homeschooling ?* Université de Genève, Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation. URL : www.unige.ch/fapse/SSE/teachers/maulini/publ-1604.pdf